

Trade Justice Network
Réseau pour le commerce juste



Montréal et Ottawa, ce vendredi, 18 mai 2012)

Monsieur François Hollande
Président de la République française
Palais de l'Elysée
55 rue du faubourg Saint-honoré
75008 Paris

courriel: francois.hollande@elysee.fr

*OBJET: Votre rencontre avec le Premier Ministre du Canada, Stephen Harper
Concernant l'Accord de libre-échange Canada-Union européenne (AÉCG)*

Monsieur le Président de la République,

D'entrée jeu, au nom des membres du *Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)* et du *Réseau canadien pour un Commerce juste*, nous vous transmettons nos félicitations pour votre récente investiture à titre de Président de la République française, et vous souhaitons nos meilleurs vœux de succès pour le virage que vous entendez mener vers plus de justice et d'équité.

Par la présente, en vue de votre rencontre prochaine avec le Premier ministre du Canada Stephen Harper dans le cadre du Sommet du G8, nous nous permettons de vous écrire afin de vous faire part des craintes de nombreuses organisations sociales des deux côtés de l'Atlantique, quant aux retombées de l'Accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG) qui se négocie depuis plusieurs mois derrière des portes closes.

Nous vous transmettons en pièce jointe la *Déclaration conjointe sur l'AÉCG* signée en octobre dernier par plus de 80 organisations canadiennes, québécoises et européennes, dont plusieurs de France, où nous déplorons le déficit démocratique qui entoure les négociations et les retombées négatives d'un accord qui serait négocié pour le seul bénéfice des entreprises multinationales et aux dépens des droits des populations et de la protection de l'environnement.

Nous saluons le fait que vous avez mené votre campagne présidentielle et mérité la confiance des Français en promettant de renverser la vague de mesures d'austérité qui déferle sur l'Europe et qui met une pression indue sur les États membres de l'Union européenne pour qu'ils réduisent et privatisent leurs services publics. Regroupant un large éventail d'organisations sociales du

Canada et du Québec, provenant entre autres des secteurs syndical, environnemental, autochtone, agricole, étudiant et culturel, nos réseaux considèrent que l'AÉCG fait office de pacte d'austérité dont les orientations actuelles doivent être modifiées en profondeur ou être carrément rejetées.

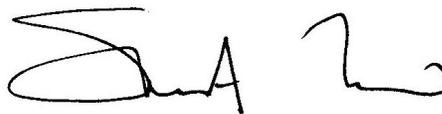
Dans notre déclaration commune, nous défendons le principe que « les accords de commerce doivent promouvoir la coopération et placer le bien commun, l'intérêt public et le respect des droits humains et environnementaux avant les intérêts privés à courte vue des seules entreprises transnationales ». Mais l'AÉCG annonce tout le contraire et constitue « une véritable offensive pour libéraliser les services publics, affaiblir et empêcher les réglementations sociales, sanitaires et environnementales et protéger toujours plus les droits des investisseurs aux dépens des droits démocratiques. »

Nous sommes convaincus que vous saurez partager ces préoccupations avec votre homologue canadien, défendre la nécessité d'assurer la transparence des négociations et éviter de perpétuer un modèle d'accords commerciaux qui brade les droits sociaux, menace les réglementations environnementales et, plus largement, la démocratie.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.



Pierre-Yves Serinet
Coordonnateur
Réseau québécois sur l'intégration continentale
Courriel: rjic@ciso.qc.ca
Tél. 514-276-1075
Site: rjic.alternatives.ca



Stuart Trew
Coordonnateur
Réseau pour un commerce juste
Courriel: tjn.rcj@gmail.com
Tél. 647-222-9782
Site: tradejustice.ca

P.S. À titre d'information, nous nous permettons de joindre ici la lettre sur l'AÉCG que nous avons transmise aux Députés et Députées du Parlement européen en date du 20 mars 2012.